



Compte-rendu

Débat du 06 décembre 2017 – Paris, France

CEIS a organisé, le 06 décembre 2017, la première rencontre de **l'Université d'été de la Défense permanente**. Animée par le général d'armée aérienne (2S) Jean-Paul Palomeros, elle a porté sur le thème « *Quelles leçons tirer de nos interventions extérieures pour les conflits futurs ?* », avec la participation du général d'armée Didier Castres, ancien sous-chef d'état-major Opérations, et de l'IGCEA (2S) Laurent Collet-Billon, ancien délégué général pour l'armement. Cette rencontre a permis à l'ensemble des participants présents de partager leur vision respective sur les engagements opérationnels récents ainsi que sur les leçons à en tirer pour le futur.

L'un des intervenants a tout d'abord exprimé trois convictions concernant le cadre géopolitique actuel et en a déduit trois principes d'action. La première conviction est le fait que depuis 10 ans, l'état de crise est devenu permanent et le rythme des « surprises stratégiques » s'est accéléré. Autre point, les organisations internationales chargées de résoudre ou de réguler les crises sont assez peu opérantes. Enfin, la nature même des crises a changé. Face à ces constats, trois principes doivent guider notre action : inverser le principe d'incertitude pour prendre l'ascendant sur nos adversaires, accroître notre capacité à « l'ubiquité » de nos actions pour être capable d'agir en tous points de zones d'opérations de plus en plus étendues et développer le principe de « foudroyance », d'une part pour rapprocher le temps politique du temps militaire, d'autre part pour exploiter dans l'instant le renseignement. Les aptitudes à détenir pour mettre en œuvre ces principes d'action sont l'endurance et la connectivité de nos systèmes d'armes, la flexibilité des organisations et la précision dans les effets.

L'intervenant a également précisé ce qu'était, selon lui, une armée moderne : une armée de haute technologie, capable d'intégration aux plus petits échelons, dotée d'une capacité expéditionnaire, disponible (au sens « readiness ») dans la durée et étant fortement interopérable.

Concernant nos matériels, il a été rappelé que la rupture de la dernière LPM avait été très difficile, alors même que les OPEX se sont multipliées, notamment en Afrique. Des lacunes sont apparues en termes de drones, de mobilité tactique (avions et hélicoptères) et de transport logistique par exemple.

Les programmes d'armement doivent également prendre en compte contrainte des capacités industrielles qui ne sont plus toujours adaptées à une remontée en puissance rapide. Le constat actuel est que les OPEX s'effectuent sur des aires géographiques immenses, très différentes des OPEX des années 1990 type Balkans. Cela engendre un véritable défi pour les communications, les systèmes de commandement et la connectivité. Il est en effet nécessaire d'agir de manière très fluide et les C2 à disposition ne sont pas forcément adaptés.

Par ailleurs, les programmes lourds demeurent une nécessité, si l'on souhaite que la France demeure une puissance de rang mondial. Ceci exige un véritable effort de prospective tant technologique qu'opérationnelle et stratégique.





Enfin, au niveau des ressources humaines, une difficulté majeure est apparue du fait du manque d'effectifs et parfois du manque d'attractivité perçue du métier des armes.

La suite des échanges a porté sur la prospective et les évolutions à venir dans les opérations comme sur les questions de matériels.

Concernant les conditions d'emploi, les questions clés à se poser sont « qui allons-nous combattre, où et avec qui ? ». Nos ennemis vont continuer d'utiliser des méthodes asymétriques ou hybrides et cherchant à se fondre dans les populations. Il convient donc de sortir de la pure logique d'attrition et de se concentrer sur les flux (combattants, financements, technologies, commandement) qui alimentent l'adversaire, les identifier et les tarir.

La dilatation géographique de l'espace de bataille semble devenir la norme, tout comme la contraction du temps politique et opérationnel. De nouvelles dimensions de l'espace de bataille doivent être prises en compte : l'espace exo-atmosphérique, le cyberspace et le champ des perceptions (des populations). Enfin, les alliances militaires traditionnelles ne sont pas adaptées à la nature nouvelle de la menace. Il convient donc de privilégier les coalitions d'intérêt et de circonstance, malgré l'obstacle des différences de standards, voire de capacités techniques et technologiques. Les forces doivent pouvoir être en mesure de travailler avec des alliés aux capacités beaucoup plus faibles tout en étant capables de le faire aussi avec des puissances technologiques de premier plan, ce qui demande une grande souplesse culturelle et organisationnelle.

Par ailleurs, plus aucune crise n'étant à la portée d'un seul ministère ou d'un seul pays, il est indispensable de développer des stratégies combinant les actions de l'interministériel, l'interagence et l'international.

Comment conforter l'avenir concernant les matériels et les technologies ? S'il est nécessaire de maintenir un effort sur les technologies « classiques », les nouvelles technologies demandent une attention particulière. Ces dernières évoluant très rapidement, il est nécessaire de définir comment les concilier avec les grands programmes d'armement, par nature beaucoup plus lents. Parmi les ruptures technologiques identifiées figurent notamment les armes à énergie dirigée, l'hypervélocité, les technologies cyber, l'intelligence artificielle/big data, ou encore la fabrication additive.

En conclusion, les intervenants estiment qu'il est indispensable d'investir de manière massive dans les technologies, car il y a un réel effet bénéfique à l'arrivée sur les capacités militaires. La priorité immédiate est probablement le cyber, le bon traitement du renseignement ainsi que sa diffusion. Concernant le modèle d'armée à définir, il doit être le délicat point d'équilibre à trouver entre les ressources budgétaires fixées, le maintien de la BITD, l'élasticité des grands programmes, l'identité des Armées, l'adaptation aux besoins du temps court et l'équilibre entre ressources consacrées au personnel et celles consacrées aux équipements et à la disponibilité.